

Destruction du système par répartition : point trop n'en faut

Présenté comme plus équitable, le système universel par point acte la fin de notre système de retraite actuel. Les mêmes ressorts idéologiques d'opposition entre catégories de travailleurs sont utilisés pour faire passer un système qui amènera la fin de carrière à la lisière des 70 années pour espérer toucher un peu plus que le minimum vieillesse.

Le débat proposé par ce gouvernement de combat au service du MEDEF va donc tenter une nouvelle fois de provoquer la division du monde du travail pour s'attaquer à ce qui est la plus importante conquête sociale de tous les temps : la Sécurité Sociale et sa branche vieillesse.

Aujourd'hui, notre régime de protection sociale échappe encore en grande partie aux appétits des groupes d'assurances privés et des banques et les cotisations sociales, basées sur les richesses créées par les travailleurs, sont redistribuées sous forme de pension ou de salaire, échappant ainsi au capital.

Nos cotisations sociales, c'est notre salaire !

Malgré les multiples attaques contre notre régime de retraite, basé sur le système par répartition des cotisations sociales, nous bénéficions encore d'un taux moyen de remplacement largement supérieur aux autres pays de l'OCDE (74% du salaire contre 63% en moyenne et 53% pour les suédois passés sous le régime à point !).

Les premières simulations issues du projet Delevoye préfigurent une baisse des pensions de 30% en moyenne, d'un recul de l'âge à la retraite à plus de 64 ans voire 67 ans pour une retraite complète ainsi que la suppression des pensions de réversion. Quant au devenir du système actuel concernant les carrières longues, les réponses restent floues.

Ce système à points sera soumis à un pilotage budgétaire défini par l'État (à ce jour 13,5% du PIB hors crise économique et autres événements), les réglages se feront sur la valeur du point (le montant de la pension), l'âge du départ à la retraite en fonction de l'espérance de vie et de la situation économique.

Alors que les inégalités sociales n'ont jamais été aussi importantes, que les ultra-riches n'ont jamais gagné autant de milliards, que les actionnaires battent des records de dividendes, le nouveau système à point va accélérer la paupérisation des futurs retraités faisant reposer sur les futures générations la prise en charge directe des personnes âgées.

L'argent existe pour maintenir et améliorer notre système de retraite :

Rien ne justifie la mise en place d'un tel régime de retraite, ni l'éventuel allongement de l'espérance de vie, ni les motivations budgétaires annoncées.

L'afflux potentiel de 30% de retraités de plus d'ici 2050 (estimation qui ne prend pas en compte de multiples données avérées dont les évolutions climatiques et les risques sanitaires de pandémie donnés par l'OMS) ne représente que 0,5% du PIB supplémentaire, faisant passer la part des retraites de 13,5% à 14% du PIB d'ici 2050 !

Alors exigeons et obtenons ensemble :

- de vivre notre retraite dans la dignité ;
- l'abandon du projet Macron et des mesures régressives précédentes ;
- le maintien et l'extension des régimes de retraite (régime général, régimes spéciaux, régimes complémentaires...) basés sur la répartition des cotisations sociales, fondement de notre Sécurité Sociale ;
- pas de pension en-dessous de 1900 euro (SMIC revendiqué par la CGT), et basé sur le dernier salaire à hauteur de 75% ;
- la retraite à 60 ans pour toutes et tous et 55 ans pour les travaux pénibles.

Tous ensemble, le 24 septembre prochain en grève et en manifestation !